

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTE

n° 2013 – DLP-BUPE- 183 du 28 JUIN 2013

mettant en demeure la société TOTAL PETROCHEMICALS France à SAINT-AVOLD de respecter certaines dispositions de l'article 7.2.1.1.c de l'arrêté préfectoral n°2011-DLP/BUPE-103 du 4 avril 2011 relatif à l'exploitation de l'atelier Polyéthylène

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Livre V du Code de l'environnement,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2013- A - 06 du 14 février 2013 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° n° 2011-DLP/BUPE-103 du 4 avril 2011 autorisant la société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE à poursuivre l'exploitation de l'atelier « Polyéthylène » situé sur la plate-forme pétrochimique de Carling/Saint-Avold, et notamment son article 7.2.1.1.c ;

CONSIDERANT que l'article 7.2.1.1.c de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 susvisé prescrit :

*« Les postes de déchargement de GPL sont dotés de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :*

*- [...]*

*- des rideaux d'eau capables d'un débit de 25 litres par minute et par mètre linéaire de rideaux. Ces rideaux sont manœuvrables à distance par bouton poussoir en local (poste incendie) et en salle de contrôle. Ils sont complétés par des queues de paon destinées à limiter la dérive d'un nuage accidentel de gaz,*

*- [...] »*

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a constaté le 13 juin 2013 que les rideaux d'eau des postes de déchargement de GPL ne sont pas manœuvrables depuis la salle de contrôle ;

CONSIDERANT alors que TOTAL PETROCHEMICALS France ne respecte pas les dispositions précitées de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 susvisé ;

CONSIDERANT les dangers générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Moselle ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 : Champ de la mise en demeure**

La société TOTAL PETROCHEMICALS France à Saint-Avold est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans les délais précisés :

Référence réglementaire	Disposition à respecter	Délai
Article 7.2.1.1.c de l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-103 du 4 avril 2011	Les postes de déchargement de GPL sont dotés de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - des rideaux d'eau [...]. Ces rideaux sont manœuvrables à distance par bouton poussoir en local (poste incendie) et en salle de contrôle.	6 mois

**Article 2 :** En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

**Article 3 :** En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

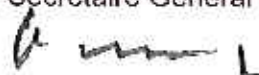
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, les Inspecteurs des Installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de SAINT AVOLD, ainsi qu'au Sous-Préfet de FORBACH.

Fait à Metz, le 28 JUIN 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Olivier DU CRAY